NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Les larmes …et si l’Arménie séchait ses larmes pour construire une solide dissuasion militaire ? : OTC

Le Karabagh : histoire d’un conflit

Voir la pièce jointe n° 1

France-Arménie

Novembre 2023

Génocide, phase 4 ?

Voir la pièce jointe n° 2 et n° 3

ETVDES

Novembre 2023

L’Arménie victime de la géopolitique des empires (revue-etudes.com)

L'Arménie victime de la

géopolitique des empires

Tigrane Yégavian

La chute du Haut-Karabagh (Artsakh, en arménien), à la fin du mois de septembre 2023, invite à revenir à l'histoire douloureuse de l'Arménie, mais aussi à analyser des enjeux géopolitiques qui dépassent de très loin le périmètre des montagnes de cette région bouclier et berceau du peuple arménien, rayée de la carte en quarante-huit heures.

Plan de l'article

- Une guerre inévitable
- Le rôle déterminant de la Turquie
- Comprendre le jeu azéri
- Que fait la Russie ?
- La guerre en Ukraine et ses conséquences
- L'Arménie victime de la géopolitique des empires

Fait sans précédent dans l'histoire contemporaine, le monde entier a assisté en direct fin septembre à l'anéantissement d'une république autoproclamée, le Haut-Karabagh, par un simple décret de son Président, sans que le Parlement de cette république autoproclamée et non reconnue n'ait eu son mot à dire.

L'attaque éclair de l'armée azerbaïdjanaise, le 19 septembre 2023, contre le Haut-Karabagh arménien assiégé et soumis à un blocus depuis neuf mois a provoqué un exode massif de la quasi-totalité de la population en l'espace de quarante-huit heures. Ce drame sans précédent depuis le génocide de 1915 donne à penser que le malheur de la première nation chrétienne provient de son mauvais emplacement géographique, étant malencontreusement sur la route des grandes invasions. Territoire amputé aux frontières en dents de scie, l'actuelle Arménie est un pays en sursis qui ne semble tenir debout que par miracle. Sa modeste superficie ne représente qu'un dixième du plateau arménien sur lequel toute une civilisation a prospéré jusqu'à son extinction brutale en 1915.

Tout semble jouer contre ce peuple qui porte les stigmates de la croix. Sa foi et sa

qualité de première nation à avoir officiellement embrassé le christianisme, en l'an 301, ont forgé sa personnalité. À sa géopolitique tiraillée entre des empires concurrents depuis l'Antiquité tardive s'ajoute un génocide impuni et toujours nié par les descendants de ses auteurs, qui nourrit un traumatisme lancinant auprès des descendants des rescapés. Enfin, soulignons l'absence de culture étatique provoquée par les soubresauts de deux mille ans de vicissitudes au cours desquels les Arméniens n'ont qu'à de très rares occasions expérimenté la souveraineté politique, contrairement à leur voisin géorgien. Ces quelques caractéristiques nous permettent de mieux comprendre les enjeux du présent. Ancrée dans une zone où les plaques tectoniques des anciens empires russe, turc et perse entrent en collision, l'Arménie est dans une situation de forte fragilité. Son enclavement, le blocus qu'elle subit de la part de la Turquie depuis 1993 et la situation de guerre avec l'Azerbaïdjan la rendent plus vulnérable aux répliques du conflit russo-ukrainien.

Ayant activement participé à la chute de l'Union soviétique sur fond de lutte pour le rattachement de la région autonome du Haut-Karabagh, enclave arménienne rattachée par le pouvoir soviétique à l'Azerbaïdjan en 1921, les élites arméniennes qui prennent les rênes du jeune État en 1990-1991 sont confrontées à des défis majeurs. Le premier est l'exigence de sécurité. La Turquie voisine a certes reconnu l'indépendance de l'Arménie mais se refuse à établir des relations diplomatiques sans condition et soutient l'Azerbaïdjan dans le conflit du Karabagh, en cours. Après la chute de l'URSS, Erevan

Cet article fait partie de la sélection réservée à nos abonné(e)s

Nor Haratch

6 Novembre 2023

Apple met en garde les Arméniens contre les tentatives de piratage parrainées par l'Azerbaïdjan – Nor Haratch

Apple met en garde les Arméniens contre

les tentatives de piratage parrainées par l’Azerbaïdjan

Apple a envoyé des alertes aux Arméniens ces dernières semaines pour les avertir d’un potentiel piratage dont ils pourraient être victimes. Selon l’alerte leurs téléphones pourraient être ciblés par des pirates informatiques parrainés par l’Azerbaïdjan. Plusieurs experts en cybersécurité pensent qu’il s’agirait de tentatives au moyen du logiciel espion Pegasus.

CyberHUB, une organisation arménienne de défense des droits numériques qui enquête sur ces incidents, a déclaré que le nombre d’infections par des logiciels espions dans le pays n’a cessé d’augmenter au cours des deux dernières années. De nombreuses infections sont liées au gouvernement azerbaïdjanais.

« Dans le cas de l’Arménie, ces avertissements signifient que le téléphone a été infecté par le logiciel espion Pegasus », a déclaré Samvel Martirossian, cofondateur de CyberHUB, faisant référence à l’outil de surveillance développé par la société israélienne NSO Group et vendu aux gouvernements du monde entier.

Bien que les notifications d’Apple n’aient pas précisé le logiciel espion utilisé ni identifié comme responsable du piratage, il existe des preuves que la dernière vague d’infections a utilisé Pegasus, selon Natalia Krapiva, conseillère technique et juridique chez Access Now, une organisation à but non lucratif de droits numériques. Cependant, elle a déclaré qu’il était difficile d’en être sûr tant que l’enquête était en cours.

Malgré ces accustations, le NSO Group n’a publié aucun commentaire.

Le Laboratoire de la République

21 Octobre 2023

Importante mobilisation pour l'Arménie et le Haut-Karabagh – Laboratoire de la République (lelaboratoiredelarepublique.fr)

IMPORTANTE MOBILISATION POUR L'ARMÉNIE ET LE HAUT-KARABAGH

Jeudi 19 octobre, face au drame du Haut-Karabagh et aux menaces pesant sur l'Arménie, le Laboratoire de la République a organisé un évènement en présence de nombreuses personnalités politiques et intellectuelles ayant pour objet de décrypter les enjeux humanitaires et géopolitiques de la tragédie en cours et de fédérer le plus grand nombre autour de propositions concrètes.

Hovhannès Guévorkian, Représentant du Haut-Karabagh en France a indiqué que, suite à l'attaque éclair du 19 septembre de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh, 105 000 Arméniens ont été déplacés de force. D'après les informations officielles, il ne resterait sur place que huit Arméniens.

Hasmik Tolmajian, Ambassadrice de la République d'Arménie, a rappelé que cette guerre s'inscrit dans l'histoire longue du génocide arménien. L'objectif de l'Azerbaïdjan et de la Turquie est de continuer à détruire ce peuple. *« On assiste au rétrécissement de l'espace démocratique face à l'obscurantisme. L'Arménie formule son inquiétude car la perte du Haut-Karabagh a fragilisé nos frontières. L'Azerbaïdjan ne veut pas négocier. Si c'était le cas, 30 ans d'efforts diplomatiques auraient été économisés. »* a-t-elle déclaré.

Pour Nathalie Loiseau, Députée européenne, nous avons collectivement échoué. Les mesures à prendre aujourd'hui seraient d'envoyer des armes à l'Arménie comme la ministre Catherine Colonna l'a annoncé et de renforcer la mission européenne aux frontières. *« On rêve tous de sanctions contre le dictateur d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev et sa famille, mais pour cela il faudrait obtenir l'unanimité des pays membres de l'UE, or aujourd'hui, on ne l'a pas. »* a-t-elle ajouté. Sa collègue allemande au parlement européen Viola Von Cramon-Taubadel

a confirmé sa conviction de la nécessité de sanctions fortes et d'initiative pour contrer le dessein de l'Azerbaïdjan.

Pour Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, l'annexion du Haut-Karabagh est sans réelle surprise. *« Nous savions qu'il en serait ainsi et n'avons pas été en mesure de l'éviter. »* a-t-il déclaré. *« Nous n'avions pas le soutien des Etats-Unis, Israël a conclu des accords avec Bakou et n'a pas hésité à armer l'Azerbaïdjan, la Turquie a apporté des armes et des techniques militaires à l'Azerbaïdjan, c'était un piège absolu. »* Désormais, les priorités sont de :

- garantir la sécurité et l'indépendance des frontières de l'Arménie ;
- aider militairement l'Arménie ;
- apporter des garanties juridiques internationales ;
- assurer la préservation du patrimoine culturel et religieux ;
- s'occuper des réfugiés : *« l'Union européenne s'honorerait de mettre en place un plan Marshall de réinstallation des populations réfugiées. Nous répondrions à la demande d'une population qui mérite notre solidarité. »* a ajouté Jean-Louis Bourlanges.

Quant à Xavier Bertrand, Président du conseil régional des Hauts-de-France présent hier soir parmi de nombreux responsables politiques de tous bords, il a appelé le Président de la République à se rendre en Arménie et a évoqué notre devoir de tout faire pour libérer les Représentants du Haut-Karabagh, retenus prisonniers dans les prisons de Bakou, dont l'ancien Président de la République du Haut-Karabagh et l'ancien Premier ministre, coupables d'être arméniens et démocrates, ainsi que celle des quarante prisonniers de guerre illégalement détenus depuis 2020.

« Quelque chose de très grave s'est passé, cela ne veut pas dire que l'on doit accepter. Nous ne sommes pas seuls et devons nous attacher collectivement à mobiliser les opinions publiques mondiales. » a conclu Jean-Michel Blanquer, Fondateur du Laboratoire de la République.

Retrouvez la captation de l'évènement sur notre chaîne Youtube :

Je signe l'Appel pétition de 50 intellectuels européens : « Pour l'Arménie et l'Artsakh »

Nouvelles d’Arménie Magazine

7 Novembre 2023

Un groupuscule pro-occidental d’Arménie nie toute implication dans la « (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Un groupuscule pro-occidental d’Arménie nie toute implication dans la « conspiration » que les autorités arméniennes affirment avoir déjouée

Un groupe politique arménien toujours plus hostile au premier ministre arménien Nikol Pachinian a nié lundi 6 novembre toute implication dans le complot et tentative d’attentat que le gouvernement affirmait avoir déjoués quelques jours plus tôt. Selon les autorités arméniennes, qui ont arrêté cinq suspects et saisi plusieurs armes, les conspirateurs entendaient s’emparer de différents sièges du gouvernement en vue d’ « empêcher le fonctionnement des instances gouvernementales ». Le Service de sécurité nationale d’Arménie (NSS), qui avait fait état de ce complot présumé, avait précisé que ses protagonistes auraient prévu de faire sauter un site gouvernemental et d’assassiner un « civil » dont l’identité n’a pas été dévoilée, sans donner davantage de détails quant à cette nébuleuse affaire, derrière laquelle on aurait été tenté de voir la main de Moscou, qui chercherait à renverser Pachinian, comme le laissait entendre une fois encore en termes à peine voilés début octobre le premier ministre arménien dans l’enceinte du Parlement européen. Mais c’est pourtant un groupuscule farouchement pro-occidental qui a cru bon de nier toute implication dans ces

préparatifs d' « attentats terroristes » déjoués par le NSS, qui affirme avoir saisi non seulement des armes, munitions et autres explosifs mais aussi des documents écrits qui en détailleraient les cibles et modes opératoires. Au nombre de ces documents saisis par l'agence sécuritaire arménienne figure un texte faisant référence aux membres de l'Alliance nationale démocratique (AND), une aile pro-occidentale du groupe dirigé par Jirayr Sefilian, une figure controversée du nationalisme arménien, qui a été entendu comme « témoin » lundi. "Les questions des enquêteurs portaient principalement sur l'éventualité d'une quelconque implication de l'AND dans cette affaire ", a indiqué Sefilian lors d'une conférence de presse un peu plus tard dans la même journée, en précisant qu'il avait nié avec fermeté toute implication de son mouvement. Sefilian a néanmoins fait savoir qu'il connaissait personnellement deux des cinq hommes arrêtés ; refusant de les nommer, il s'est contenté de souligner qu'ils n'étaient pas membres de l'AND, mais qu'ils avaient toutefois eu récemment encore des « contacts » avec son mouvement, dans le cadre de ses objectifs déclarés visant à chasser Pachinian du pouvoir. Sefilian a d'ailleurs mis en doute la crédibilité des accusations portées contre eux. "L'alliance nationale démocratique déclare qu'elle n'a rien à voir avec ces 'terroristes nouvellement apparus », indique dans un communiqué distinct le mouvement de Sefilian. Le communiqué souligne que le gouvernement de Pachinian délibérément "projette l'ombre de la suspicion sur l'AND" dans le but de l'empêcher de se dresser contre un autre "traité de capitulation avec l'Azerbaïdjan" qu'il prépare. Il ajoute que bien que Pachinian soit en train de soustraire l'Arménie au "contrôle de la Russie", il n'a pas été en mesure de rapprocher le pays de l'Occident. "L'AND continuera son combat politique public contre le défaitisme de Nikol, en recourant, mais pas seulement, à toutes les formes légales de désobéissance civile, de démocratie directe et d'insurrection pacifique", concluait le communiqué. Sefilian et d'autres figures de l'AND ont des liens étroits avec les leaders emprisonnés du groupe armé « Sasna Tsrer » qui avait occupé un poste de la police arménienne en juillet 2016 à Erevan notamment pour exiger du président de l'époque Serge Sarkissian qu'il libère Sefilian alors en prison et quitte le pouvoir. La trentaine d'hommes armés, qui avaient pris en otages des policiers et des membres du personnel soignant, avait déposé les armes après deux semaines d'une épreuve de force avec les forces de sécurité de l'époque, qui avait causé la mort de trois officiers de police. Tous les membres du commando, à l'exception de deux, avaient été libérés peu après l'accession de Pachinian au pouvoir à la faveur de la « révolution de velours » en mai 2018. Mais les sept principaux membres du groupe Sasna Tsrer avaient été

renvoyés en prison en mai 2022.

Nouvelles d’Arménie Magazine

7 Novembre 2023

Le gouvernement arménien s’emploie à rassurer les réfugiés de l’Artsakh – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Le gouvernement arménien s’emploie à rassurer les réfugiés de l’Artsakh

Soucieuses de rectifier le tir après une communication quelque peu confuse et il faut bien le dire, froidement administrative et bureaucratique relative au sort des quelque 100 000 Arméniens du Haut-Karabagh qui ont trouvé refuge en Arménie après avoir été chassés de leur terre par l’armée azérie, les autorités arméniennes semblent avoir renoncé à l’approche comptable du problème au profit d’un traitement plus humanitaire… et disons-le, plus humain. Accusant certains milieux en Arménie comme dans la diaspora d’avoir déformé ou mal interprété ses positions, le gouvernement arménien vient ainsi de faire savoir que tous les réfugiés arméniens de l’Artsakh auraient automatiquement droit à une citoyenneté arménienne à laquelle on avait pourtant cru comprendre que ne leur donnait pas droit le passeport arménien dont ils sont tous détenteurs. Il avait été annoncé en effet dans un premier temps que le maintien d’un statut de réfugié serait préférable pour qu’ils aient accès à des droits, sur le plan national et international. Dans la foulée, le gouvernement arménien a assuré aux réfugiés du Karabagh que leurs pensions et autres droits dont ils bénéficiaient avant qu’ils ne prennent le chemin de l’exode massivement dans la dernière semaine d’octobre continueraient à leur être versés par les autorités d’Arménie. Le gouvernement s’était montré jusque là pour le moins réticent à prendre un tel engagement, et s’en était tenu à cette promesse selon laquelle chaque réfugié recevrait seulement

la somme de 50 000 drams (125 $) en novembre et en décembre en supplément de la somme de 100 000 drams qui avait été versée à chacun des réfugiés entrant en Arménie en octobre. Certains hauts responsables avaient fait savoir que les retraités du Karabagh, ainsi que les anciens membres de l'armée et des services de sécurité du territoire arménien ne seraient éligibles à des droits mensuels que s'ils demandaient et obtenaient la citoyenneté arménienne, ce qui avait suscité l'indignation de l'opposition comme d'autres détracteurs du pouvoir en place. Mais le gouvernement, loin d'apaiser les tensions, avait attisé la polémique le mois dernier en annonçant sa décision de garantir aux Arméniens du Karabagh une " protection temporaire " formalisant et pérennisant leur statut de réfugiés. Il faisait ainsi clairement comprendre qu'il ne les considérait pas comme des citoyens d'Arménie en dépit du fait qu'ils sont dans leur écrasante majorité détenteurs de passeports arméniens. Des représentants du gouvernement avait désigné ces passeports comme de simples "documents de voyage", une affirmation jugé indigne et contestée par ailleurs par plusieurs experts en droit. Plus d'une centaine de réfugiés, pour la plupart des soldats et officiers à la retraite, se sont rassemblés lundi 6 novembre devant le siège du ministère arménien du travail et des affaires sociales à Erevan. Le vice-ministre du travail Davit Khachatrian a daigné recevoir les représentants des manifestants. "Il a assuré que tout le monde sera payé ", a déclaré l'un d'entre eux, Armen Petrosian, à l'issue de la rencontre. "Ceux du secteur civil auront leurs pensions versées [pour la période commençant] le 26 octobre, alors que le personnel militaire devra attendre que la loi soit changée à cet effet ". "Il a aussi indiqué qu'une déclaration [officielle] devrait être faite jeudi ", a ajouté Petrosian. Khachatrian l'avait déjà fait comprendre lorsqu'il s'était adressé aux journalistes du Service arménien de RFE/RL ce weekend. "Nous faisons tout pour qu'ils [les réfugiés] soient assurés de recevoir leurs pensions comme tout autre citoyen à partir de décembre ", avait indiqué le responsable arménien.

Valeurs Actuelles

1 Novembre 2023

Les larmes de l'Arménie après l'invasion du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan – Valeurs actuelles

Les larmes de l’Arménie après l’invasion du Haut-Karabakh par l’Azerbaïdjan

Victorieux de l'Artsakh fin septembre, les Azerbaïdjanais ont contraint sa population à abandonner le berceau historique de l'Arménie. Qui se mobilise pour eux, tout en redoutant le prochain bond en avant des soldats de Bakou.

Par Mériadec Raffray

La nuit tombe et le froid s’intensifie pour les trois soldats qui font le pied de grue derrière leur Lada couleur crème. Un modèle civil antédiluvien, rongé par la rouille. Quand on arrive de Goris, la grande bourgade du nord-ouest de la région arménienne du Syunik, c’est le dernier point de contrôle avant l’Azerbaïdjan. La route file vers l’ex-République sécessionniste du Haut-Karabakh. Impossible d’ aller plus loin. Le 20 septembre, l’enclave est définitivement retombée aux mains des Azéris. Leur offensive éclair de vingt-quatre heures s’est conclue par un cessez-le-feu négocié sous l’égide de Moscou. Peu loquaces, les militaires confirment à peine ce que l’on sait. Le flux des véhicules en provenance de l’Artsakh – le nom historique du Haut-Karabakh – s’est tari.

En moins de dix jours, plus de 100 000 personnes ont défilé sur cette route, fuyant pour la première fois la terre de leurs ancêtres. Concédé en 1921 à l’Azerbaïdjan sur ordre de Staline, pour séduire la Turquie, le

La suite est réservée aux abonnées.

Nor Haratch

6 Novembre 2023

Les Artsakhiotes peuvent devenir citoyens de la République d’Arménie – Nor Haratch

Les Artsakhiotes peuvent devenir citoyens de la République d'Arménie

Contrairement à des informations circulant en Arménie et en Diaspora, les réfugiés d'Artsakh peuvent prétendre à « citoyenneté arménienne ». Ceux-ci sont déjà de « nationalité arménienne », mais ils peuvent, s'ils le souhaitent, devenir « citoyens » de la République d'Arménie. Une question importante qui n'est peut-être pas sans incidences à venir sur les perspectives de retour des Artsakhiotes et leurs droits de « réfugiés » et de « déplacés ». La balle est dans le camp des juristes …

Communiqué du Ministère de l'Intérieur

A l'attention des Artsakhiotes qui souhaitent demander la citoyenneté Arménienne

À partir du 6 novembre, nos compatriotes déplacés de force du Haut-Karabakh qui ont obtenu le statut de réfugié sous protection temporaire pourront déposer leur demande de citoyenneté de la République d'Arménie à Erevan, au 3 de la rue Zakyan, 118/1, et dans les districts. Les demandes seront reçues dans toutes les unités du Service de délivrance des passeports, des migrations et de la Citoyenneté

La liste des documents requis pour soumettre une demande de citoyenneté est la suivante :

– le formulaire de demande,

– un acte de naissance /s'il est dans une langue étrangère, avec une traduction arménienne authentifiée.

– un passeport valide de « réfugié bénéficiant d'une protection temporaire »,

– 6 photos de format 35 x 45 mm (couleur).

– l’acte de mariage et sa copie, si le demandeur a changé de nom de famille,

– dans le cas où le demandeur a modifié ses données personnelles, ou en cas d’incohérence avec les inscriptions dans les documents requis, un document certifiant la modification est également demandé.

– un reçu de paiement de la taxe d’État.

Les demandes présentées par des réfugiés bénéficiant d’une protection temporaire seront examinées dans les plus brefs délais.

Il n’est pas obligatoire de présenter un certificat de protection temporaire lors d’une demande de citoyenneté.

Nor Haratch

6 Novembre 2023

VIE ECCLÉSIALE – L’avenir du diocèse d’Artsakh et de ses fidèles – Nor Haratch

VIE ECCLÉSIALE – L’avenir du diocèse d’Artsakh et de ses fidèles

Lors de l’une des sessions du Conseil Spirituel Suprême qui s’est tenue au Saint-Siège d’Etchmiadzine du 31 octobre au 3 novembre, l’évêque Vrtanès Abrahamian, Primat du diocèse d’Artsakh et M. Artak Beglarian, ancien ministre d’État [Premier ministre] d’Artsakh, ont présenté leurs rapports circonstanciés sur la situation des fidèles du diocèse réfugiés en République d’Arménie.

Mgr Vrtanès a déclaré lors de cette session : *« L’objectif de mon rapport est d’imaginer comment préserver le visage, l’essence et l’identité du citoyen de l’Artsakh. C’est un objectif très complexe. Si un travail approfondi et sérieux n’est pas réalisé, nous perdrons notre identité propre. La dissolution du diocèse d’Artsakh n’aura pas lieu bien que malheureusement l’État d’Artsakh soit dissous.*

En effet, pour la plus grande joie de tous, Sa Sainteté le Catholicos a annoncé que le diocèse d'Artsakh ne serait pas dissous, mais que ses fonctions changeraient quelque peu. Cela signifie que le diocèse d'Artsakh continuera de servir ses objectifs et que nous conserverons dans nos cœurs le désir de retourner à nouveau en Artsakh ».

Rappel pour l'histoire, le siège d'Artsakh date du début de la christianisation de l'Arménie par Saint Grégoire l'Illuminateur. Il a existé sans discontinuer jusque en 1933, année de sa dissolution par le pouvoir soviétique. Durant 56 ans, toute vie religieuse a été interdite dans le territoire. C'est en 1989, à la faveur de la « perstroïka » gorbatchevienne, que le Catholicos Vazken 1er a rétabli le diocèse historique d'Artsakh.

Le 2 novembre, accompagné des membres du Conseil Spirituel Suprême, Sa Sainteté Karékine II a visité le camp de vacances de Tsaghgatzor du diocèse de Kotayk où sont actuellement accueillies 38 familles déportées d'Artsakh.

Sahak Sukiasyan

En tant que fidèle et serviteur de l'Église arménienne, je me permets de soumettre la proposition suivante à Sa Sainteté le Catholicos et aux membres du Conseil Spirituel Suprême. Celle d'élever le Primat du diocèse d'Artsakh à la dignité de « Métropolite de Gantzassar » avant que d'autres n'aient eu l'idée de s'emparer de ce titre qui appartient historiquement à notre Église. Nous pourrions également établir, ou peut-être rétablir, dans notre Église la pratique de la nomination « d'évêques in partibus » portant le titre des primats des diocèses historiques de l'Église arménienne : Ani, Sébaste, Garine, Van, Daron, Kharpert, Sis, Dikranaguerd…

Une autre manière d'entretenir notre mémoire et de rester en lien avec la terre de nos Pères.

Sahak Sukiasyan

EUROPE – FRANCE

Armenpress

6 Novembre 2023

L'Arménie a déposé une candidature officielle pour accueillir les Jeux de la Francophonie

EREVAN, 6 NOVEMBRE, ARMENPRESS: L'Arménie a présenté une candidature pour accueillir les Jeux de la Francophonie de 2027, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères, Vahé Gevorgyan, dans son allocution lors de la 44e Conférence ministérielle de l'Organisation internationale de la Francophonie à Yaoundé, au Cameroun.

Dans son discours, M. Gevorgyan a réaffirmé l'engagement de l'Arménie à l'égard des valeurs fondamentales de l'Organisation, notamment en ce qui concerne la promotion et le renforcement de la paix, de la démocratie, de l'État de droit et de la protection des droits de l'homme.

M. Gevorgyan a également parlé de la politique de nettoyage ethnique de l'Azerbaïdjan et de son attaque du 19 septembre dans le Haut-Karabakh. Le vice-ministre des Affaires étrangères a déclaré que l'Arménie déployait des efforts considérables pour accueillir plus de 100 000 réfugiés, dont 30 000 enfants, dans la dignité et en répondant à leurs besoins essentiels. La nécessité d'une protection internationale des droits de la population déplacée de force du Haut-Karabakh a été soulignée.

Armenpress

6 Novembre 2023

La Suisse va augmenter son aide humanitaire à l'Arménie de 1,5 million de francs suisses : Ambassade de Suisse | ARMENPRESS Armenian News Agency

La Suisse va augmenter son aide humanitaire à l'Arménie de 1,5 million de francs suisses : Ambassade de Suisse

EREVAN, 6 NOVEMBRE, ARMENPRESS: La Suisse renforce son soutien aux civils en Arménie et dans la région par le versement immédiat de 1,5 million de francs suisses qui seront distribués aux principaux acteurs humanitaires sur le terrain, a déclaré l'ambassade de Suisse en Arménie dans un communiqué de presse.

"En moins d'une semaine, plus de 100 000 personnes ont fui le Haut-Karabakh pour se réfugier en Arménie, à la recherche de sécurité, de nourriture, d'un abri et de moyens de subsistance. La communauté internationale, les autorités arméniennes et la société civile travaillent d'arrache-pied pour créer les meilleures conditions possibles afin d'accueillir et de soutenir ces personnes, en particulier en prévision de l'hiver qui approche.

"En réponse à cette situation urgente, la Suisse a pris la décision initiale de débloquer 1,5 million de francs suisses pour soutenir les efforts humanitaires sur le terrain de manière globale. Répartis à parts égales entre les trois acteurs clés que sont le PAM, le HCR et le CICR, les fonds sont destinés à répondre aux besoins immédiats des réfugiés. Avec leurs spécificités, les trois interventions travailleront sur l'accueil, l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience économique des réfugiés.

"Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies utilisera une subvention de 500 000 francs suisses pour étendre le projet REBCA (Resilience and Economic Recovery of Border Communities in Armenia) financé par la Suisse

et lancé en novembre 2022. Grâce à ces fonds supplémentaires, le projet REBCA donnera la priorité aux réfugiés les plus vulnérables installés dans les zones rurales des régions de Syunik et Gegharkunik, ainsi qu'à leurs familles d'accueil, en leur apportant un soutien humanitaire, psychosocial et économique urgent. Le projet mettra également en place des mécanismes d'intégration pour renforcer la résilience.

"Une contribution de 500 000 francs suisses au plan d'intervention des Nations unies en faveur des réfugiés (RRP) a été approuvée au début du mois d'octobre, le HCR étant le partenaire principal. Le RRP renforcera la réponse d'urgence du HCR afin de soutenir les efforts du gouvernement de la République d'Arménie pour accueillir les réfugiés et renforcer la résilience. En outre, un expert suisse a été mis à la disposition des organisations de l'ONU pour la communication et l'analyse des données.

"La dernière tranche de 500 000 francs suisses couvrira les efforts déployés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), conjointement avec la Société de la Croix-Rouge arménienne, pour fournir une aide psychosociale et économique d'urgence. Le CICR continuera également à soutenir les autorités arméniennes dans leurs efforts pour élucider le sort des personnes disparues. Une attention particulière sera portée aux familles des disparus. Ce financement s'ajoute au million de francs suisses déjà accordé au CICR pour ses opérations dans la région en 2023", précise l'ambassade.

Le Courrier d'Eerevan

7 Novembre 2023

L'OTSC et l'ONU se concertent pour une réduction des risques stratégiques | Le Courrier d'Erevan

L'OTSC et l'ONU se concertent pour une réduction des risques stratégiques

Le secrétaire général de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), Imangali Tasmagambetov, et le secrétaire général des Nations unies, António Guterres ont discuté de mesures internationales concertées visant à réduire les risques stratégiques pour la sécurité.

Par Olivier Merlet

Le communiqué, émanant des services de presse de l'OTSC ne précise pas l'origine de l'initiative. Le secrétariat général de l'ONU quant à lui n'a pas donné écho de la conversation qui s'est déroulée le 6 novembre par visioconférence. Un large éventail de questions relatives à l'interaction entre les secrétariats respectifs de l'ONU et de l'OTSC notamment sur l'importance d'activités régionales préventives et de mesures concertées pour parer à tout risque d'embrasement sur la scène internationale.

Les contacts entre les deux organisations sont réguliers, mais dans le contexte actuel de grandes menaces stratégiques internationales, cet échange à distance des responsables des deux grandes organisations prend cependant toute son importance.

« L'attention », dit d'ailleurs le communiqué « a été portée sur la poursuite du développement des contacts de travail entre le secrétariat de l'OTSC et les organes compétents des Nations unies, [notamment] sur leur coopération dans le domaine du maintien de la paix ».

USA- CANADA

Nouvelles d'Arménie Magazine

7 Novembre 2023

Le chef de l'armée arménienne visite des installations militaires américaines en Europe

Le plus haut général arménien a visité le quartier général de l'armée américaine et deux centres de formation en Europe, soulignant ainsi les efforts d'Erevan pour approfondir les liens de défense avec les États-Unis, mal vus par la Russie.

Le lieutenant-général Eduard Asrian, chef de l'état-major général de l'armée arménienne, a rencontré le lieutenant-général Steven Basham, chef adjoint du Commandement européen des États-Unis (EUCOM), au siège de l'EUCOM, dans la ville allemande de Stuttgart, vendredi. Ils ont discuté de l'environnement sécuritaire de l'Arménie, des réformes en matière de défense et de la coopération avec les États-Unis dans le domaine de la défense« , selon un communiqué de l'EUCOM publié après la rencontre. »Il s'agit d'un événement marquant dans le cadre du développement délibéré et progressif de nos relations de défense« , a déclaré M. Basham. »Les forces armées arméniennes font actuellement l'objet de réformes et de transformations significatives et nous sommes intéressés par le soutien et l'apprentissage des meilleures pratiques de la part de nos partenaires, et en particulier des États-Unis« . Pour sa part, M. Asrian a déclaré : »Les forces armées arméniennes font actuellement l'objet de réformes et de transformations importantes.

Selon le ministère arménien de la défense, M. Basham a fait part de la volonté des États-Unis d'aider le pays du Caucase du Sud à « professionnaliser » ses forces armées, à moderniser leurs structures de commandement et de contrôle et à

former du personnel militaire à plus grande échelle. Aucun mot n’a été dit sur d’éventuelles livraisons d’armes américaines.

Avant son entretien avec M. Basham, M. Asrian a visité le Centre multinational de préparation interarmées et l’Académie des sous-officiers de l’armée américaine en Allemagne.
Son voyage a eu lieu moins de deux mois après que l’Arménie a accueilli un exercice militaire américano-arménien critiqué par la Russie et l’Iran voisin. M. Asrian et le ministre arménien de la défense, Suren Papikian, ont assisté à l’exercice en compagnie de deux généraux américains.

Ces exercices ont aggravé les tensions sans précédent entre le gouvernement arménien et Moscou, son allié de longue date. Le ministère russe des affaires étrangères a énuméré les actions « inamicales » d’Erevan dans une note de protestation remise à l’ambassadeur d’Arménie à Moscou le 8 septembre.

Le Premier ministre Nikol Pashinian a insisté à la fin du mois dernier sur le fait que son gouvernement était déterminé à « diversifier » la politique étrangère et de sécurité de l’Arménie parce que les Russes n’avaient pas respecté leurs engagements en matière de sécurité envers son pays. Mais il a de nouveau précisé qu’il n’envisageait pas d’exiger le retrait des troupes russes d’Arménie, même s’il ne voyait pas d’« avantages » à leur présence.

RUSSIE

Nouvelles d’Arménie Magazine

6 Novembre 2023

Les familles des soldats de la paix Russes tués au Haut-Karabakh recevront (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Les familles des soldats de la paix Russes tués au Haut-Karabakh recevront de la Russie une aide d’un montant d’un million de roubles

Les familles des soldats de la paix Russes tués au Haut-Karabagh, recevront une aide d’un million de roubles du Fonds russe pour la paix (PRF), a annoncé sur sa chaîne Telegram le président du conseil d’administration du FPR, le chef du Parti démocrate russe Leonid Slutsky.

« Les familles des soldats de la paix tués au Haut-Karabagh recevront 1 million de roubles du Fonds russe pour la paix. Le 20 septembre, nos soldats ont été attaqués et tués. Nous avons le devoir de soutenir leurs familles. Un mois s’est écoulé depuis le drame, mais nous ne le laisserons pas oublier. Le Fonds pour la Paix, sous ma supervision personnelle, continuera à aider les proches des soldats de la paix » a écrit Leonid Slutsky.

Selon ce représentant politique, la Russie doit tout faire pour que les familles des héros ne se retrouvent pas seules face à leurs difficultés.
"*Le maintien de la paix est un exploit inconditionnel. Nos courageux guerriers accomplissaient leur devoir en protégeant les civils, en essayant d’empêcher une effusion de sang. Leur exploit ne sera pas oublié. Un souvenir éternel* a conclu L. Slutsky.

Le 20 septembre, le ministère russe de la Défense a annoncé qu’une voiture transportant des soldats de maintien de la paix Russes avait été attaquée près du village de Janyatagh, dans le Haut-Karabakh, et que les militaires avaient été tués. Le département a ajouté que les représentants des organes d’enquête de la Fédération de Russie et de l’Azerbaïdjan travaillent sur place. Comme l’a rapporté le service de presse du Kremlin, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev avait alors présenté ses excuses au président russe Vladimir Poutine et a exprimé ses

profondes condoléances pour la mort tragique des soldats Russes au Haut-Karabakh, et a annoncé qu'une enquête approfondie serait menée sur la mort des soldats de la paix Russes , et les coupables seront punis. Depuis…aucune nouvelle de l'enquête…

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

6 Novembre 2023

« Ce qui échappe à beaucoup d'Occidentaux, c'est que Moscou se sent bien plus à (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

« Ce qui échappe à beaucoup d'Occidentaux, c'est que Moscou se sent bien plus à l'aise avec Ankara et Téhéran qu'avec l'Occident »

Emil Avdaliani est professeur à l'Université européenne et directeur des études sur le Moyen-Orient au sein du groupe de réflexion géorgien Geocase. Il a publié cette réflexion sur le rôle de Moscou dans le Sud-Caucase sur le site Caucasus Watch le 5 novembre dernier.

(…) La Russie a traditionnellement maintenu un équilibre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Aujourd'hui, il semble que la position de Moscou penche nettement en faveur de l'Azerbaïdjan, influencée en partie par la position rigide d'Erevan sur les pourparlers de paix autour du Haut-Karabakh et en partie par les réserves de

Poutine à l'égard des dirigeants arméniens. En outre, la géopolitique a joué un rôle : à la suite du conflit ukrainien, l'Azerbaïdjan est devenu la principale voie d'accès terrestre à l'Iran, ce qui a eu pour effet de faire pivoter le commerce extérieur de la Russie de l'ouest vers l'est.

Bien que la Russie puisse adapter sa politique étrangère en réponse à cette dynamique de pouvoir, cette nouvelle ère pourrait ne pas être entièrement favorable à Moscou, si l'on en croit la diminution de son pouvoir dans le Caucase du Sud. Cette baisse d'influence, accentuée par l'effort de guerre du Kremlin en Ukraine, pourrait être considérée comme un signe clair de la diminution progressive de l'influence géopolitique russe dans la région qui s'étend de la mer Noire aux frontières de l'Asie centrale et de la Chine.

Dans le Caucase du Sud, la Russie est désormais confrontée à un environnement géopolitique dense, où elle doit faire face à des acteurs tels que les États-Unis, l'Union européenne, la Turquie, l'Iran et, plus récemment, la Chine. Cette dynamique complexe offre à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie une plus grande flexibilité diplomatique. Ils peuvent désormais faire jouer les acteurs les uns contre les autres, ce qui renforce l'élan qui sous-tend la politique étrangère multisectorielle, aujourd'hui en vogue. Pour illustrer cette dynamique changeante, la France a récemment accepté de renforcer les capacités de défense de l'Arménie en signant des accords militaires, tandis que l'Azerbaïdjan et l'Iran ont consenti à la construction d'une nouvelle voie ferrée contournant la région du Siounik, située à l'extrême sud de l'Arménie. Il ne s'agit là que de quelques exemples parmi tant d'autres qui témoignent d'une évolution de la concurrence entre la Russie et l'Occident vers une dynamique plus multialignée dans le Caucase du Sud.

Consciente des contraintes qui pèsent sur son influence, la Russie a commencé à utiliser un ensemble différent de stratégies à l'égard du Caucase du Sud. Reconnaissant l'influence historique de l'Iran et de la Turquie dans la région, la Russie a commencé à soutenir ouvertement le format 3+3, qui consiste en trois États du Caucase du Sud et trois grandes puissances environnantes. Le récent sommet qui s'est tenu à Téhéran le 23 octobre a manifesté le désir de la Russie de poursuivre cette nouvelle approche.

Du point de vue de Moscou, l'initiative 3+3 est la suite logique des initiatives passées. Au cours des trente dernières années, plusieurs initiatives ont été

proposées pour stimuler la coopération régionale dans le Caucase du Sud, telles que l'« Initiative pour un Caucase pacifique » et le « Caucase uni ». Le concept 3+3 a vu le jour après la deuxième guerre du Haut-Karabakh en 2020. Toutefois, ce format a ses sceptiques, des pays comme la Géorgie et l'Arménie émettant des réserves en raison des tensions internes entre les nations membres.

Néanmoins, après le conflit du Haut-Karabakh, l'Arménie pourrait voir les avantages potentiels d'une participation, notamment en raison de ses liens croissants avec l'Iran, qui vise à freiner les aspirations régionales de l'Azerbaïdjan et à contrebalancer l'influence de la Turquie.

De nombreuses personnes en Occident et en Géorgie considèrent l'initiative 3+3 comme une nouvelle tentative des trois puissances régionales dominantes du Caucase du Sud – l'Iran, la Russie et la Turquie – d'étendre leur influence. L'Iran et la Russie soutiennent tous deux le « régionalisme » dans le Caucase du Sud, mettant l'accent sur l'idée que les nations voisines devraient être les premières responsables de la résolution des problèmes régionaux. Ce sentiment s'est d'ailleurs retrouvé dans diverses déclarations de Bakou, qui semble de plus en plus frustré par les efforts de médiation occidentaux et s'en remet davantage à la voie des négociations menée par Moscou.

Il existe toutefois des divergences entre les grandes puissances. Si la Russie semble soutenir l'initiative 3+3, elle s'en méfie à plus long terme, craignant qu'elle n'amplifie l'influence de la Turquie et ne renforce la position de l'Iran en Arménie et dans l'ensemble du Caucase du Sud. Il y a en effet des raisons de se sentir mal à l'aise. L'Iran a profité de la vulnérabilité de la Russie à la suite du conflit en Ukraine, tandis que la Russie dépend progressivement mais sûrement de la République islamique pour le commerce, le transit et la possibilité de contourner les sanctions occidentales.

Le problème pour Moscou est qu'à l'heure actuelle, elle ne peut empêcher ces deux puissances du Moyen-Orient de jouir d'une plus grande influence dans la région. Ce qui échappe à beaucoup d'Occidentaux, c'est que Moscou se sent bien plus à l'aise avec Ankara et Téhéran qu'avec l'Occident. L'Iran et la Turquie rivalisent dans des limites acceptables, tandis que l'Occident, du point de vue du Kremlin, a franchi toutes les lignes rouges.

Pour la Russie, la seule véritable chance de maintenir son influence dans le

Caucase du Sud est d'engager les acteurs du Moyen-Orient et de refuser aux puissances non régionales toute présence tangible dans la région. En effet, la réunion de Téhéran réitère l'intention de la Turquie, de l'Iran et de la Russie de minimiser l'influence occidentale dans la région. Pour contrer cette tendance, l'UE et les États-Unis devraient faire preuve de plus d'assurance dans la définition de leurs aspirations régionales pour le Caucase du Sud.Les étapes potentielles pourraient inclure l'offre à la Géorgie du statut convoité de candidat à l'UE, le renforcement de sa position diplomatique pro-occidentale et le positionnement de l'UE pour influencer le Caucase du Sud au sens large. L'établissement de liens plus étroits avec l'Arménie pourrait être une autre mesure, en particulier compte tenu de l'état des relations bilatérales entre Erevan et Moscou.

Lire l'intégralité sur :
https://caucasuswatch.de/en/news/russia-and-the-south-caucasus-after-the-fall-of--nagorno-karabakh.html

---

Turquie -Azerbaïjan

Nor Haratch

6 Novembre 2023

AZERBAÏDJAN – Bayramov : « Les négociations avec l'Arménie reprendront lorsque Erevan acceptera les conditions de Bakou » – Nor Haratch

AZERBAÏDJAN – Bayramov : « Les

négociations avec l’Arménie reprendront lorsque Erevan acceptera les conditions de Bakou »

Selon “Interfax Azerbaïdjan”, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Ceyhun Bayramov a déclaré lors de la conférence de presse conjointe qui a suivi la rencontre avec son homologue allemand Annalena Baerbock que *« le processus de normalisation des relations entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan s’est ralenti en raison de les démarches non constructives et contradictoires de l’Arménie ».*

Bayramov a ajouté : *« Les négociations avec l’Arménie reprendront lorsque Erevan acceptera les conditions de Bakou. Nous avons envoyé nos propositions suivantes concernant le traité de paix à la partie arménienne, et maintenant nous attendons leur réponse. »*

JERUSALEM

Nouvelles d’Arménie Magazine

7 Novembre 2023

Un investisseur prend d’assaut le jardin du Patriarcat au mépris de (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Un investisseur prend d’assaut le

jardin du Patriarcat au mépris de l’annulation d’un contrat immobilier

L’investisseur qui cherchait à louer 25 % du quartier arménien de Jérusalem a ignoré une lettre du Patriarcat arménien de Jérusalem annulant la transaction immobilière controversée et a commencé la démolition, a averti lundi le Patriarcat arménien de Jérusalem.

Le Patriarcat de Jérusalem a annoncé la semaine dernière qu’il annulait la transaction après les retombées de la communauté, ainsi qu’un avertissement des gouvernements de Jordanie et de Palestine, qui ont légalement le contrôle sur le quartier arménien.

Le Patriarcat a déclaré lundi que l’investisseur n’avait pas fourni de réponse légale à la lettre du Patriarcat de la semaine dernière et qu’il avait commencé à démolir les murs et le parking adjacents à la propriété, a indiqué la Chancellerie du Patriarcat dans un communiqué.
« Hier, ils ont même fait venir des agents de sécurité armés de fusils à grande puissance et de chiens entraînés tactiquement, exigeant l’évacuation des Arméniens du parking. En réaction, le patriarche arménien de Jérusalem, des membres de la confrérie Saint-Jacques et des membres de la communauté arménienne se sont rassemblés dans les jardins arméniens et ont exprimé pacifiquement leur mécontentement. Après quelques heures, les deux parties ont accepté de se disperser jusqu’à ce que le Patriarcat reçoive une réponse à la lettre d’annulation qu’il avait envoyée », a ajouté la Chancellerie.

Dimanche après-midi, vers 15 heures (heure locale), un groupe de colons extrémistes israéliens a pénétré dans le parc du quartier arménien, connu sous le nom de « Cow’s Pasture », où les membres de la communauté arménienne s’étaient rassemblés pour empêcher la poursuite de la démolition illégale des murs intérieurs, a rapporté le mouvement « Save the ArQ ».

Danny Rothman et George Warwar, représentants de Xana Capital, soutenus par

une quinzaine de colons armés et des chiens d'attaque, ont exigé l'expulsion des Arméniens, estimant qu'il s'agissait de leur terre. Warwar a menacé la communauté, s'exclamant qu'il « les aura un par un ». Les colons se sont également montrés actifs, annonçant que les Arméniens étaient tous des « Goys [étrangers] et que lorsque le Messie viendra, [ils] mourront tous ».

La communauté arménienne a refusé de reculer et s'est tenue fermement sur la propriété qui lui revenait de droit.

Les dirigeants du mouvement Save the ArQ, Hagop Djernazian et Setrag Balian, et l'équipe juridique, dirigée par l'avocat international Karnig Kerkonian, ont convoqué une réunion d'urgence et un membre de l'équipe, Eitan Peleg, est arrivé sur place pour négocier l'abandon du projet.

L'archevêque Nourhan Manougian, patriarche arménien de Jérusalem, est également arrivé sur les lieux et s'est tenu aux côtés de la communauté arménienne de Jérusalem, ainsi que des prêtres et des évêques. La communauté est restée forte, avec 200 membres unis pour empêcher la prise de contrôle et sauver le quartier arménien.

La semaine dernière, le Patriarcat arménien de Jérusalem a annoncé qu'une lettre avait été envoyée le 26 octobre à Xana Gardens Ltd. par laquelle le Patriarcat informait Xana Gardens de l'annulation de l'accord signé en août 2021 concernant les jardins arméniens de la vieille ville de Jérusalem.

La Fondation Tatoyan, basée à Erevan et créée par l'ancien défenseur arménien des droits de l'homme Arman Tatoyan, s'est intéressée à la question et, en collaboration avec le cabinet d'avocats Kerkonian-Dajani basé aux États-Unis, l'avocat Garo Ghazarian et le Centre pour le droit et la justice, a contacté les dirigeants de la communauté et a commencé à surveiller la situation afin d'étouffer toute agitation.

En juin, un groupe d'avocats et de conseillers dirigé par le cabinet Kerkonian-Dajani a mené une mission d'enquête à laquelle la Fondation Tatoyan et le Center for Law and Justice ont également participé.

Avant cette mission, des alertes ont été reçues de la communauté arménienne de Jérusalem selon lesquelles un hôtel et un centre de divertissement allaient être construits sur le terrain arménien connu sous le nom de « Jardin des vaches », et

les habitants qui vivent historiquement dans la zone du monastère arménien Saint-Jacques seraient expulsés des quartiers adjacents. Ils ont également constaté que le musée du quartier arménien serait gravement menacé et que le cimetière serait déplacé.

Sur la base des preuves recueillies au cours de la mission d'enquête, l'équipe juridique a préparé un rapport de 184 pages comprenant des preuves substantielles qui ont servi de base à la première d'une série de recours juridiques engagés, et d'autres qui seront poursuivis en temps voulu, a indiqué la fondation Tatoyan.